

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

n° 2017.02.09.001

L'an deux mille dix-sept, le neuf février, le Conseil Syndical, dûment convoqué, s'est réuni à 18 heures, à la salle de réunion de la Maison des Services au Public à Blaye, sous la présidence de Monsieur Baldès.

Date de la convocation : 30 janvier 2017

Secrétaire de séance : Monsieur Duez (Cdc de Blaye)

Nombre de membres présents : 30

CdC de Blaye (12) :

Titulaires : Baldès D. – Roturier J. – Laé G. – Loriaud X. – Margueritte B. – Duez JP. – Goutte M. – Chovero F.

Suppléants : Caro C. – Rochet JL. – Carreau G. – Rimark F.

CdC de l'Estuaire (10) :

Titulaires : Plisson Ph. – Bournazeau B. – Grenier B. – Rigal JM. – Bailan B. – Labrieux Ph. – Renou P. – Terrance J. – Gandré A.

Suppléant : Laisné JJ.

CdC Latitude Nord Gironde (8) :

Titulaires : Bodet JC. – Soullignac J. – Perdriaud P. – Pelletton P. – Misiak B. – Roques P. – Despérieres JL. (avec pouvoir de JJ. Edard)

Suppléant: Bourreau M.

Nombre de membres en exercice	40
Nombre de membres présents	30
Nombre de pouvoirs	1

Nombre de votes exprimés	31
Votes : pour	31
contre	

ACCOMPAGNEMENT JURIDIQUE SUR LES INCIDENCES DES EVOLUTIONS DES INTERCOMMUNALITES SUR LES SYNDICATS MIXTES DE PAYS ET DU SCOT : PRISE EN CHARGE DE LA MOITIE DE LA PRESTATION PAR LE SYNDICAT MIXTE DU SCOT

Considérant l'absence de réponse à la fin octobre des services de l'Etat qui ont été sollicités en août sur un certain nombre de questionnements concernant les incidences des évolutions des intercommunalités au 1er janvier 2017 sur les Syndicats Mixtes du Pays et du SCoT de la Haute Gironde et sur leur fonctionnement,

Considérant qu'il était nécessaire de sécuriser juridiquement la situation en recourant à une expertise juridique,

Les Syndicats Mixtes du SCoT et du Pays de la Haute Gironde ont décidé communément de recourir à une prestation d'accompagnement juridique auprès du cabinet d'avocats Boissy à Bordeaux.

Le montant de la prestation s'élève à 3 480 € TTC ; les deux Syndicats prennent chacun à leur charge 50% du coût de la prestation.

C'est le Syndicat Mixte du Pays qui est le commanditaire de la prestation auprès du cabinet d'avocats. Le Syndicat Mixte du SCoT lui remboursera la moitié de la prestation dans le cadre de la convention de mise à disposition de personnel et de mutualisation des dépenses de fonctionnement qui les lie jusqu'en août 2018. Au titre de l'année 2016, les dépenses de fonctionnement mutualisées au titre de l'article 14 de la convention intégreront, en plus de l'estimation des dépenses courantes identifiée dans la convention (de l'ordre de 5 000 € TTC), la prise en charge de la moitié de la prestation d'accompagnement juridique, soit 1 740 € TTC.

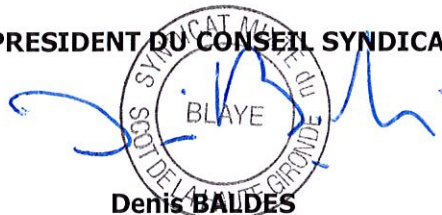


Décision : Sur proposition du Président, et après discussion, le Conseil Syndical, à l'unanimité :

- **valide** l'intégration des dépenses liées à la prestation d'accompagnement juridique aux dépenses éligibles retenues pour l'année 2016 au titre de la convention de mise à disposition de personnel et de mutualisation des dépenses de fonctionnement qui lie les Syndicats Mixtes du Pays et du SCoT,
- **autorise** Monsieur le Président à réaliser toutes les démarches nécessaires à l'application de cette délibération.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.

LE PRESIDENT DU CONSEIL SYNDICAL



Denis BALDES